

La nationalisation du sol et les moyens légaux

La Révolte

17 septembre 1887

Henry George qui avait réussi à constituer aux États-Unis un parti assez puissant acceptant pour programme la nationalisation du sol, vient d'obtenir l'expulsion des socialistes qui étaient entrés dans le parti. Voilà la nouvelle à sensation qui passionne en ce moment les socialistes américains.

S'il n'y avait que ça, nous l'aurions à peine mentionné. Le fait n'a rien qui puisse nous étonner : les querelles électorales, ne les avons-nous pas prévues à l'avance ? La fameuse nationalisation du sol, ne l'avons-nous pas réduite à sa juste valeur dès le début ?

Mais, il y a autre chose à relever dans ce succès réellement frappant de la nationalisation du sol en Angleterre, en Irlande et aux États-Unis. Il y a un enseignement à en tirer, un avertissement à déduire. Et c'est pourquoi nous allons jeter un coup d'œil d'ensemble, non pas sur la question Henry George, mais sur la théorie de la nationalisation du sol. Elle le mérite, puisqu'il ne s'agit de rien moins que d'un moyen légal.

Il n'y a pas de doute que jusqu'à un certain point la propagande d'Henry George prépara l'éclosion du socialisme en Angleterre. Lorsqu'il vint, avec sa parole enflammée, dénoncer les vices de la société actuelle, exposer la marche simultanée du Progrès et de la Pauvreté, attaquer les seigneurs fainéants, il réveilla les cœurs. Nombre de travailleurs devinrent socialistes sous son inspiration. Il brisa la glace et montra aux quelques socialistes de l'époque les sympathies qu'ils trouveraient dans les masses s'ils parlaient socialisme.

Mais, dès lors on pouvait déjà remarquer l'empressement avec lequel ses idées furent reçues par nombre de bourgeois. Non seulement ils s'empressaient de fêter dans leurs salons l'homme sincère ; ils s'inscrivaient dans les ligues pour la restitution du sol ; et beaucoup d'entre eux qui jamais n'auraient admis qu'on leur parlât de restitution des usines et du capital — ce qui eût été cependant logique — devenaient membres actifs des ligues inspirées par les idées d'Henry George.

Ce fait passa alors inaperçu. On se l'expliquait par les sympathies personnelles que George avait su inspirer.

Quant aux travailleurs, lorsqu'ils entendirent Henry George dénoncer violemment les fainéants, possesseurs du sol, qui empochent la plus-value donnée au sol par le développement industriel de la nation entière ; lorsqu'ils l'entendirent dénoncer le luxe et les plaies de notre civilisation, et prendre parti pour les opprimés contre les oppresseurs, ils ne scrutèrent pas trop ses théories. Ne leur parlait-il pas de déposséder les riches seigneurs ? Ne leur promettait-il pas un avenir meilleur ? Ne dénonçait-il pas les injustices criantes de l'accaparement du sol ? Cela suffisait, et les travailleurs anglais suivaient le courant, sans trop se demander où ils étaient menés.

La nationalisation du sol est devenue si populaire qu'aujourd'hui un orateur, si peu écouté qu'il soit, n'a qu'à faire une sortie contre les propriétaires fonciers et prononcer ces mots de nationalisation du sol pour provoquer un tonnerre d'applaudissements. Devant un auditoire socialiste le mot produit le même effet. Il est vrai que les socialistes anglais n'ont pas manqué, dès le début, de battre en brèche cette théorie. Mais les bourgeois, surtout les déclassés — avocats, journalistes, etc. —, ainsi que les petits bourgeois, ont si bien travaillé en sa faveur, et les abus de la propriété foncière sont si criants en Angleterre, qu'aujourd'hui, il n'y a pas jusqu'aux congrès des trades-unions qui ne votent la nationalisation du sol.

Mais, pourquoi donc les bourgeois auraient-ils pris cette théorie sous leur protection ?

Déposséder les seigneurs, proclamer le sol propriété nationale, n'est-ce pas une mesure révolutionnaire dans un pays de propriété privée ? Et cette mesure ne devait-elle pas en amener d'autres du même genre ?

Beaucoup de travailleurs sincères l'ont jugé ainsi. Mais, ils ont oublié une chose : c'est que les procédés préconisés par les nationalisateurs du sol ne sont nullement révolutionnaires. Tout est là, cependant.

— Qu'importent les procédés, nous dit-on, pourvu que le but soit révolutionnaire. On verra plus tard pour les moyens. Légaux aujourd'hui, ils peuvent devenir révolutionnaires demain !

Erreur profonde. Les procédés font le but et on n'a pas un but révolutionnaire si les procédés que l'on préconise ne le sont pas. On trompe le peuple, dans ce cas. Voilà ce que chaque travailleur devrait graver, buriner, dans sa mémoire.

Car, tandis que l'orateur développe son idéal devant des travailleurs assoiffés de justice ; lorsqu'il expose son idéal de justice, d'égalité, de solidarité, grands mots traînés tant de fois dans la fange, cet orateur inspiré se dit à lui-même, dans son for intérieur : L'idéal, c'est bon pour les meetings. Quant à le réaliser, il ne viendra pas de si tôt ; et on aura le temps de voir ce qu'on pourra faire. Il tient ce raisonnement, puisqu'un révolutionnaire sincère, pour lequel son idéal est sa vie, comprend que l'humanité n'y arrivera pas autrement que par une révolution, plus grandiose que toutes celles qu'on a vues jusqu'à présent. Et quand il prêche des mesures mesquines pour arriver à un idéal grandiose, il sait fort bien qu'il rapetisse son idéal, et que tout en parlant, par exemple, de nationalisation du sol, il ne prêche, au fond, rien que la division de la propriété.

De même que celui qui prêche des mesures très révolutionnaires, mais sans avoir un but tout aussi révolutionnaire dans sa tête, ne fait que se griser de mots s'il ne pense pas tout bonnement à acquérir un ascendant sur les autres, de même celui qui prêche un but plus ou moins révolutionnaire, et des moyens qui ne le sont pas, prêche ce qu'il ne croit pas lui-même ; son idéal n'est, au fond, qu'un tout petit changement.

Comme ceux qui prêchent aujourd'hui les mesures les plus violentes, par exemple l'extermination des bourgeois — mais sans préconiser un but vraiment révolutionnaire, se trouveront être à un moment donné les suppôts d'imbéciles ambitieux qui se fichent du peuple comme de la neige de l'an passé — on l'a assez vu par les jacobins de 1793 : ils juraient par la guillotine et guillotinaient les révolutionnaires, tout en laissant le peuple mourir de faim —, de même ceux qui sont pour les moyens légaux, trompent le peuple, lors même qu'ils prêchent un but plus ou moins révolutionnaire. Le but sera bientôt oublié pour des compromis.

Hommes de compromis, peuvent-ils vouloir la révolution ? Ils n'y croient même pas.

Plus malins que les travailleurs, les bourgeois anglais et américains ont vite compris de quoi il s'agissait pour les nationalisateurs du sol.

Car, mettant les grands mots à part — ce ne sont encore que des mots —, que proposent donc H. George et les siens pour arriver à nationaliser le sol ?

— L'impôt sur la terre, voilà tout. Un impôt, voté par le parlement. Un impôt sur les terres, cultivées ou non, qui forcerait les seigneurs à vendre ce qu'ils ne font pas rapporter. — Voilà toute la doctrine des nationalisateurs si nous la débarrassons des grands mots. Point de violence, point d'expropriation, un impôt suffira.

Et pendant que les travailleurs écoutaient surtout les grands mots et couraient après George pour ces mots, les bourgeois se sont dit : Qu'il débite ses mots ! Tant qu'il ne prêche qu'un impôt sur les terres incultes, il fait très bien notre affaire.

Les travailleurs suivaient George pour son but, sans regarder de près aux moyens qu'il préconisait. Plus malins, les bourgeois le suivaient pour ses moyens.

Et ils avaient raison. Il travaillait pour eux, et il vient de le prouver.

Supposons, en effet, qu'un parlement (imaginaire, bien entendu) vote un impôt aussi fort que l'on voudra sur les terres incultes, les parcs des seigneurs, leurs prairies qui

rapportent si peu. Qu'il vote même l'impôt par mètre carré, cultivé ou non, de M. Toubreau (*De la Terre aux Paysans*). Qui donc achèterait les terres que le seigneur serait forcé de vendre sous le poids de l'impôt ?

Mais, les bourgeois, parbleu ! Les bourgeois ayant le capital pour faire cultiver les terres par des va-nu-pieds, en appliquant les procédés coûteux de la culture intensive à la machine.

Mais, c'est précisément le rêve du bourgeois ! Chaque drapier, chaque boucher enrichi, chaque fabricant rêve d'évincer le seigneur et posséder parc et château. Envoyer des cartes d'invitation pour prier Monsieur un tel de venir passer une quinzaine dans notre château d'Heresford à l'époque des chasses — cela reste encore le privilège du petit nombre en Angleterre. Tandis qu'à côté, en France, un Rothschild peut posséder des domaines immenses, et un teinturier enrichi affermer des forêts de l'État pour la chasse, le sol reste toujours au seigneur en Angleterre.

Et puis, c'est si commode, la terre ! Pour faire doubler son capital au bout de trente ans, le manufacturier doit turbiner, il doit courir des risques. Rien de cela avec la terre. Le bourgeois achète des terres pour cent mille francs. Puis, un chemin de fer s'amène, une industrie éclot, et ses terres valent deux cent mille francs au bout de trente ans.

Permettre au bourgeois d'empocher à son tour la plus-value donnée au sol par le développement national, voilà tout le fond de la nationalisation du sol.

Et puis, les bourgeois le savent : Que l'on mette seulement sa foi dans les mesures légales et les changements se feront peu à peu, sans rien brusquer, sans rien changer à la situation. Et l'exploiteur en aura encore pour des siècles à régner sur la terre !

On ne s'étonnera donc plus des succès de la nationalisation du sol en Angleterre. On n'acclamera plus, espérons-le, les succès de H. George comme autant de succès du socialisme.

Mais on l'a fait jusqu'à présent. Les socialistes, les social-démocrates américains sont allés jusqu'à soutenir la candidature de George qui a manqué d'être élu maire de New-York par le concours touchant des électeurs bourgeois et des socialistes.

Heureusement George s'est avisé de rompre avec cette queue socialiste qui le gênait. Au dernier congrès de Syracuse, il les a mis tout bonnement à la porte. —

« Pour avoir les voix des fermiers aux prochaines élections », a-t-il dit.

— Pour avoir les voix des bourgeois, eût été plus sincère.

Et il en aura un certain nombre, qui voient dans cette nationalisation du sol un excellent bâton dans les roues du socialisme.

Mais les travailleurs devraient retenir cette leçon. Ils devraient savoir ce que c'est que de se passionner pour des *mots* plus ou moins révolutionnaires, sans y mettre un sens déterminé. Des milliers d'orateurs, de journalistes et de meneurs, aussi bien en blouse qu'en paletot, travaillent en ce moment à embrouiller la pensée de l'ouvrier, à lui faire abandonner ses tendances révolutionnaires.

Il serait temps de comprendre que le vrai révolutionnaire doit être révolutionnaire aussi bien pour le but que pour les moyens.

Et quand nous entendons prêcher un but révolutionnaire et des moyens qui ne le sont pas, ou bien des moyens archi-révolutionnaires pour atteindre un but qui n'a rien de révolutionnaire en soi — un changement de gouvernement n'est pas une révolution, et les révolutions ne se font pas par les gouvernements —, sachons que nous avons à faire à des Henry George ou à des Robespierre en herbe qui cherchent à nous duper.

Bibliothèque anarchiste

La Révolte
La nationalisation du sol et les moyens légaux
17 septembre 1887

extrait le 22 août 2026 de *La Révolte* (n°1) du 17 septembre 1887

bibliotheque-anarchiste.com